

Anthropologie et Sociétés



Elikia M'BOKOLO : Le Continent convoité. Éd. Études Vivantes, Paris, 1980, 281 p.

Abel Kouvouama

Idéologies et politiques

Volume 6, numéro 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006073ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006073ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kouvouama, A. (1982). Compte rendu de [Elikia M'BOKOLO : Le Continent convoité. Éd. Études Vivantes, Paris, 1980, 281 p.] *Anthropologie et Sociétés*, 6(1), 265–266. <https://doi.org/10.7202/006073ar>

dans la famille. Et le dilemme du kibbutz contemporain, c'est de continuer la réalisation de l'utopie originale malgré les transformations structurelles qui affectent les rapports entre ses membres.

Marie Giasson
Département d'anthropologie
Université Laval

Elikia M'BOKOLO : *Le Continent convoité*, Éd. Études Vivantes, Paris, 1980, 281 p.

L'ouvrage que E. M'Bokolo, Maître assistant à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, consacre à l'Afrique, répond à un double objectif. D'une part, il analyse et décrit des situations actuelles à l'intérieur de quelques grandes zones géo-politiques du continent en recourant à des faits historiques susceptibles de les rendre plus compréhensibles. D'autre part, il apporte des éléments de réflexion sur des questions cruciales qui secouent cette Afrique convoitée en pleine mutation sociale, politique et économique.

Le premier chapitre présente de manière synthétique les grands traits politiques et économiques de cinquante-quatre pays africains et sert surtout de « petit guide » à une connaissance générale de ces différents pays. À partir du second chapitre, l'analyse historique des « héritages africains » devient plus dense. Celle-ci retient d'abord du passé africain une remarquable vitalité politique qui a caractérisé les grands Royaumes et États dès le VIII^e siècle, et dont les formations politiques reposaient sur des appareils plus légers, recourant tantôt à des pratiques démocratiques, tantôt à des pratiques plus autoritaires. La seconde, caractéristique de ce passé africain, est le poids de près de quatre-vingts années de colonisation dont les controverses entre les défenseurs zélés et les pourfendeurs du système colonial montrent bien la dimension politique du problème. En fait, il faut remonter jusqu'au XV^e siècle au moins pour avoir une vue plus complète de cette période de domination des puissances coloniales sur le Continent.

L'interruption du processus de développement interne des rapports sociaux et de production s'explique bien, à notre avis, par le fait colonial, lequel « en s'emparant du pouvoir et de l'initiative politiques aux dépens des Africains, a, selon l'auteur, affecté tous les aspects de la vie sociale des peuples dominés ». Les cinq chapitres suivants poursuivront cette analyse historique à l'intérieur des grandes zones géographiques, en insistant sur leurs expériences coloniales, et post-coloniales, qui sont marquées d'espérances et de désillusions politiques.

E. M'Bokolo donne à juste titre les causes fondamentales des échecs dans le développement social et politique : en premier lieu, l'incapacité et surtout l'incohérence politique des petites-bourgeoisies africaines qui, occupant une position relativement privilégiée dans le système colonial, « cherchèrent longtemps moins à combattre celui-ci qu'à accroître leurs privilèges » ; même si, à partir de la seconde guerre mondiale, elles jouèrent un rôle progressiste à la tête des mouvements de libération dans les différentes colonies.

En second lieu, la dispersion et l'inorganisation du prolétariat et de la paysannerie retardèrent le processus de maturation politique et de prise de conscience des réalités socio-économiques.

L'on comprend alors la raison pour laquelle E. M'Bokolo réserve une place importante dans les deux derniers chapitres à l'étude des groupes sociaux et leurs relations dans la lutte et la conquête du pouvoir politique; d'où également l'analyse qu'il fait de la question ethnique et nationale, du problème de l'État, des idéologies en rapport avec la situation internationale.

C'est cette dernière partie de son ouvrage qui a le plus retenu notre attention, dans la mesure où l'auteur développe son analyse historique, dans le champ de l'anthropologie politique.

Par exemple, un problème aussi important que celui de l'État en Afrique continue de susciter de larges débats contradictoires sur son caractère « moderne » ou « traditionnel », en raison des interférences des particularismes ethniques et régionaux qui le remettent sans cesse en question, par la prolifération des coups d'État militaires. L'auteur montre comment, au cours de la période coloniale, la lutte contre le colonialisme a permis aux élites africaines de réaliser un consensus populaire autour du projet de création d'un « État national » conçu comme l'émanation du peuple tout entier. Et si cette aspiration doit plus, selon M'Bokolo, « aux conditions concrètes des luttes pour l'indépendance qu'à l'adoption de modèles étrangers », on ne peut toutefois pas négliger l'apport des expériences de lutte du mouvement communiste international qui avait déjà formulé la théorie de l'État de démocratie nationale, notamment à la Conférence des 81 partis communistes réunis à Moscou en 1960. Des désillusions devaient apparaître sur le terrain avec cette théorie qui faisait des petites-bourgeoisies africaines les forces principales de transformation sociale et politique au détriment du prolétariat et de la paysannerie. La mise à jour des aspirations de ces forces sociales les plus intéressées au changement social révélèrent la fragilité et la véritable nature des États constitués au moment des indépendances juridiques à partir de 1960. Les successions de coup d'États militaires et la généralisation de l'institution du parti unique s'expliquent en partie, selon l'auteur, par l'élaboration des « idéologies de développement » qui devaient servir, non seulement au maintien des privilèges acquis par les nouvelles élites africaines, mais à assurer l'ordre intérieur par la force militaire afin de préserver les intérêts des anciennes puissances coloniales. L'affirmation délibérée des particularismes ethniques par les bourgeoisies et petites-bourgeoisies en compétition pour la conquête du pouvoir politique vient aggraver la « crise permanente » de l'État. Certes, E. M'Bokolo décrit avec beaucoup de réserves ces situations conflictuelles en rapport direct ou indirect avec « l'idéologie tribaliste », on peut regretter qu'il n'ait pas ici approfondi la question ethnique sur le plan théorique, si tant est que l'outillage conceptuel prête de nos jours encore à confusion, et reste quelquefois tributaire d'une vision primitiviste de l'Afrique.

Par ailleurs, le problème de l'édification de la nation reste lui aussi posé en Afrique, si la souveraineté récemment acquise n'a pas conféré aux États africains une véritable indépendance politique et économique. M'Bokolo justifie son idée d'abord par les obstacles que constituent les structures économiques léguées par la domination étrangère, ensuite par les rivalités des grandes puissances dont le commerce des armes et l'assistance financière et technique ne sont le plus souvent qu'une « aide à la recolonisation ». De même, l'apparition tardive sur la scène africaine des pays du « camp socialiste » comme l'URSS et la Chine n'a pas non plus épargné le continent de leurs rivalités idéologiques.

À travers toutes ces interrogations sur le passé, le présent de l'Afrique, E. M'Bokolo veut montrer par là que le problème de l'indépendance réelle et de l'unité de l'Afrique reste posé et à résoudre. Et cet ouvrage, bien documenté et riche d'analyse, est un outil indispensable pour quiconque s'intéresse au continent africain.

Abel Kouvouama
Maison des Sciences de l'Homme
Paris